

Le chef de l'état-major de la défense dit: «Halte». Le vice-chef dit: «Je pars». Le chef du personnel dit: «Je pars». Le contrôleur général dit: «Je pars». Le directeur des services techniques, qui a pris sa retraite quelques mois plus tôt, est venu nous dire: «Je n'en pouvais plus». Que doit penser la Chambre? Qu'ils avaient tous tort? Je n'ai pas parlé des militaires de rang inférieur qui ont quitté le service en claquant la porte avec un peu plus de bruit. Le ministre doit réfléchir longuement à la façon dont il a procédé avec ces hommes.

On dit que M. McNamara refuse d'écouter ses conseillers militaires. On a suggéré fortement que le ministre actuel a pris M. McNamara pour modèle. L'ennui, c'est que le ministre aura très peu de conseillers militaires, ou qu'il n'en aura plus si cela continue.

● (6.20 p.m.)

**M. Brewin:** Monsieur le président, dans le domaine de la défense, le Canada a besoin d'une politique bien nette. Malgré toute la logomachie attribuable au ministre et à ses aides sur le sujet de l'unification, ils ont complètement omis de clarifier ou de justifier nos rôles en matière de défense, d'indiquer l'avenir de nos forces armées, les objectifs auxquels elles doivent répondre et le genre d'hostilités auxquelles nous pourrions participer. On a continué à mettre la charrette de l'organisation avant les bœufs. On nous offre une charrette, sans nous dire le genre de bœufs qui la tireront, dans quel sens elle se dirigera ni la nature de son chargement. Nous sommes enlisés dans un débat sur l'organisation mais une organisation non précédée d'une déclaration nette quant aux rôles de nos forces armées à l'avenir est absolument illogique et pure perte de temps.

A l'étape de la deuxième lecture, le député de Vancouver-Est et moi-même avons souligné quels étaient, selon nous, les motifs de base, voire les raisons essentielles, de l'unification, qui, à nos yeux, allaient engager l'avenir tout entier de nos forces armées. Nous l'avons dit à cette époque, l'unification n'aurait de sens que si nous procédions à un réexamen radical de nos engagements militaires et si nous nous décidions à nous contenter d'une force d'intervention mobile. Nous avons la ferme conviction que telle était, en effet, la voie à suivre: concentrer nos efforts à remplir ce rôle, qui non seulement nous permettrait de participer efficacement aux opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, mais à faire bien davantage encore.

Les adversaires de l'unification se sont efforcés de présenter la question sous forme d'une alternative: poursuivre notre rôle actuel ou nous borner aux opérations de maintien de la paix. Nous n'avions pas envisagé sous cet aspect les objectifs d'une force d'intervention mobile unifiée. Il est vrai que cette force pourrait servir aux opérations de maintien et de rétablissement de la paix, rôle éminemment appréciable à nos yeux. Le Canada ne pourrait mieux contribuer, selon nous, à la sécurité internationale qu'en tenant des unités prêtes à entrer en action pour le compte des Nations Unies, mais il est absolument erroné de croire qu'une telle force d'intervention mobile qui, à notre avis, devrait constituer l'effort principal de défense du Canada, se bornerait à ce rôle.

Pareille force servirait au cas peu probable d'une invasion du sol canadien. Elle y remédierait rapidement. Voilà un événement des plus improbables, car le Canada fait partie du continent nord-américain qu'il partage avec le pays le plus puissant que l'histoire ait connu, armé d'une puissance colossale de destruction, mais si le sol canadien était envahi, un contingent mobile d'intervention qui pourrait se rendre rapidement sur les lieux serait l'idéal.

Ce contingent nous permettrait aussi de contribuer, si nous le jugeons bon pour des raisons politiques ou autres, à une force mobile de réserve destinée à l'OTAN. On n'a pas le choix, comme on le dit souvent, de quitter l'OTAN ou de continuer dans la voie que nous suivons actuellement. Le choix est autre. Il s'agit de savoir si nous continuerons à jouer un rôle inutile, illogique et démodé ou si nous sommes prêts à mettre sur pied une force mobile qui serait nécessaire si nous décidions de rester membre de l'OTAN ou de toute autre alliance militaire.

Nous croyons que les rôles actuels des forces armées du Canada ne sont plus utiles ni requis. Un grand nombre d'entre eux sont inutiles au point de vue militaire. Que faisons-nous au sein de l'OTAN? Comme les députés le savent bien, notre contribution consiste en une division de l'armée au sein d'une massive force de riposte nucléaire tactique à une attaque russe totale contre l'Europe occidentale. Rien n'est plus improbable qu'une telle attaque aux yeux de toute personne avertie ou raisonnable. Même le secrétaire à la Défense des États-Unis, M. MacNamara, nous a dit qu'advenant une telle attaque, elle se buterait contre la supériorité massive des armes nucléaires tactiques